

BUSINESS **AFRICA**

NEWSLETTER

ÉDITION #3/2024

30 SEPTEMBRE 2024

PG 1. & 4.



Union africaine 5e session ordinaire du Comité technique spécialisé
sur le développement social, le travail et l'emploi
(STC-SDLE-5)

CONTENU

PG 3.



PG 2.



PG 2.

ESPACE membres

PG 5.



MS. JACQUELINE MUGO SECRÉTAIRE GÉNÉRALE BUSINESSAFRICA S'ADRESSE À LA CINQUIÈME SESSION ORDINAIRE DU COMITÉ TECHNIQUE SPÉCIALISÉ, EN ÉTHIOPIE

Les personnes que nous représentons dans cette réunion - les citoyens de nos villages, villes et quartiers, les travailleurs de nos usines, les milieux d'affaires de nos pays - n'ont qu'une seule exigence : que l'Afrique passe à l'action !



Le 29 juillet 2024, à Addis-Abeba, en Éthiopie, Mme Jacqueline Mugo, EBS, Secrétaire générale de la Confédération des employeurs de BUSINESSAfrica, s'est adressée à la cinquième session ordinaire du Comité technique spécialisé sur le développement social, le travail et l'emploi (STC-SDLE-5) et a lancé un puissant appel à l'action.

« Les personnes que nous représentons dans cette réunion - les citoyens de nos villages, villes et quartiers, les travailleurs de nos usines, les milieux d'affaires de nos pays - n'ont qu'une seule exigence : que l'Afrique passe à l'action ! Nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir de bonnes stratégies et de bons cadres qui prennent la poussière sur nos étagères », a déclaré Mme Jacqueline Mugo.

Dans son allocution, Mme Mugo a souligné que l'Afrique se trouve à un moment critique de son parcours de développement et a mis en exergue les avantages uniques du continent, notamment sa population jeune, ses ressources abondantes et son marché en expansion.

Mme Mugo a appelé à un leadership audacieux pour tirer parti de ces atouts et répondre aux exigences de la jeune génération africaine, qui cherche à rendre des comptes et à obtenir des résultats tangibles.

Tout en soulignant la nécessité pour l'Afrique de veiller à ce que les plans et les cadres ne restent pas inactifs, mais permettent des progrès significatifs, Mme Mugo a reconnu le rôle vital de la session STC-SDLE-5 pour façonner l'avenir de l'Afrique et a exhorté les délégués à se concentrer sur la manière dont leurs propositions et résolutions peuvent stimuler la croissance des entreprises et l'emploi.

Elle a rappelé aux délégués qu'il était essentiel de transformer les engagements stratégiques en résultats concrets pour sortir un grand nombre de personnes de la pauvreté et résoudre les problèmes de migration, et elle a appelé les dirigeants à dépasser la simple rhétorique et à obtenir des résultats tangibles.



Nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir de bonnes stratégies et de bons cadres qui prennent la poussière sur nos étagères

LE DIRECTEUR REGIONAL ADJOINT DE L'OIT VISITE LE SECRETARIAT DE BUSINESSAFRICA POUR RENFORCER LE PARTENARIAT

M. Coffi Agossou, Directeur Régional Adjoint (DRD) de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) pour l'Afrique, a rendu une visite de courtoisie à Mme Jacqueline Mugo, EBS, Secrétaire Générale de BUSINESSAfrica.

M. Agossou était accompagné de Mme Caroline Mugalla, directrice du bureau national de l'OIT pour la Tanzanie, le Burundi, le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda, et de M. Issac Kiema, gestionnaire de projet national de l'OIT et personne focale des partenaires sociaux de l'OIT.

L'objectif de la réunion, qui s'est tenue le 26 juillet 2024, était de discuter des collaborations en cours et des plans futurs entre l'OIT et BUSINESSAfrica.

Dans ses remarques, Mme Mugo a félicité M. Agossou pour son rôle dans le soutien continu de l'OIT à l'avancement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), au développement des entreprises et aux organisations d'employeurs membres (EBMO). Elle a souligné l'importance de faire progresser l'agenda du Directeur général en matière de justice sociale et a annoncé les plans d'une prochaine conférence des employeurs organisée par BUSINESSAfrica.

M. Agossou a félicité Mme Mugo pour son élection à la présidence de l'OIE. Il a également mentionné ses contributions significatives aux employeurs aux niveaux national, régional et mondial. Il a également évoqué la nécessité de réformes des Nations Unies pour intégrer les stratégies de l'OIT, permettant ainsi aux partenaires sociaux de s'engager plus efficacement auprès des Nations Unies. Il s'est également engagé à renforcer les capacités des membres dans les domaines de préoccupation spécifiques à la région Afrique.



MS. JACQUELINE MUGO SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE BUSINESSAFRICA REÇOIT NANCY CHENARD, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE L'UNICONGO

Nancy CHENARD, Secrétaire générale exécutive de l'UNICONGO (Union Patronale et Interprofessionnelles du Congo) a rendu une visite de courtoisie à Mme Jacqueline Mugo, Secrétaire générale de BUSINESSAfrica et Présidente de l'Organisation Internationale des Employeurs (OIE), au bureau du Secrétariat à Nairobi, Kenya.

La visite de Nancy CHENARD le 25 juillet 2024 a facilité un échange précieux de connaissances et des discussions sur des intérêts communs, visant à bénéficier aux employeurs du Congo et de l'ensemble de la région africaine.

UNICONGO, la principale association d'employeurs du Congo, représente les entreprises du secteur privé et défend leurs intérêts. Les discussions visaient à favoriser un environnement propice aux entreprises en Afrique, à mettre en lumière les principaux défis et à promouvoir une croissance économique durable.

UNICONGO est membre de la Confédération des employeurs de BUSINESSAfrique et de l'Organisation internationale des employeurs (OIE).

Collaboration et partenariat : La Fondation OSHAfrica recherche un partenariat stratégique avec BUSINESSAfrica pour la collaboration en matière de sécurité et de santé sur le lieu de travail à travers l'Afrique



M. Stephen Obiro, responsable du plaidoyer, du conseil et des partenariats, a représenté la secrétaire générale de BUSINESSAfrica, Mme Jacqueline Mugo, lors de la réunion du comité directeur de la politique commune de migration de main-d'œuvre (PCMMO).

M. Obiro a participé à l'orientation stratégique d'une réunion d'engagement du secteur privé organisée par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM - UN Migration), dans le cadre du Programme conjoint UA-OIT-OIM sur les migrations de main-d'œuvre (JLMP), afin d'élaborer des lignes directrices continentales pour les États membres africains.

Des experts représentant l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA), la Confédération syndicale internationale (CSI) Afrique et les Communautés économiques régionales (CER) étaient présents lors de la réunion.

L'objectif de cette importante réunion était de faire progresser les parcours réguliers, afin de renforcer le rôle des employeurs et des entreprises, de promouvoir l'égalité des sexes, le développement des compétences, la mobilité, le recrutement équitable et éthique et l'emploi digne des travailleurs migrants, le regroupement familial et la migration des dossiers de protection dans tous les secteurs économiques et les industries où les migrants sont actifs.

Collaboration et partenariat : La Fondation OSHAfrica recherche un partenariat stratégique avec BUSINESSAfrica pour la collaboration en matière de sécurité et de santé sur le lieu de travail à travers l'Afrique

BUSINESSAfrica et Occupational Safety and Health Africa Foundation (OSHAfrica) ont tenu le 22 août 2024 une réunion importante pour explorer un partenariat potentiel visant à unir les forces pour promouvoir la sécurité et la santé au travail dans toute la région africaine.

La session, dirigée par M. Ehi Iden, président de OSHAfrica, et Mme Jacqueline Mugo, secrétaire générale de BUSINESSAfrica, a ouvert la voie à une collaboration potentielle qui donnera la priorité au bien-être des employés et à la promotion de pratiques durables sur le lieu de travail.

Dans le but de faire progresser les normes de sécurité et de santé sur le lieu de travail en Afrique, les deux organisations, connues pour leur engagement à améliorer les protocoles de sécurité et à réduire les défis liés au lieu



de travail, ont l'intention de travailler ensemble dans les domaines prioritaires suivants :

- Des initiatives conjointes visant à renforcer les capacités des entreprises africaines en matière de pratiques de sécurité et de santé au travail.
- Collaborer pour influencer les politiques qui donnent la priorité au bien-être des employés et garantissent des conditions de travail sûres dans diverses industries.
- Organiser des sessions de formation pour les employeurs et les employés sur les meilleures pratiques en matière de sécurité et de santé au travail.

La nouvelle stratégie de l'OIT et de l'Union africaine vise à stimuler les possibilités d'emploi pour les jeunes en Afrique



23 pays et 34 organisations de partenaires sociaux à travers l'Afrique font partie de la Coalition mondiale pour la justice sociale » et a exhorté tous les autres à suivre le mouvement.

Union africaine et les États membres africains, en partenariat avec l'OIT, ont présenté la stratégie UA/OIT pour l'emploi des jeunes en Afrique, également connue sous le nom de « YES-Africa ».

Ce cadre global vise à déclencher une transformation structurelle et à changer le monde du travail en créant des emplois décents pour tous les jeunes Africains. Alors que 26 % des jeunes Africains ne sont ni en emploi, ni en éducation, ni en formation, un changement transformateur est en effet nécessaire pour leur offrir un avenir dans lequel ils pourront exploiter tout leur potentiel.

Il est recommandé aux États membres de renforcer les partenariats public-privé pour la création d'emplois, d'emplois décents et d'améliorer les compétences des jeunes afin de répondre aux exigences du marché du travail dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative YES Africa.

Par ailleurs, les ministres du travail des États membres de l'UA ont également présenté des stratégies et des politiques essentielles pour le monde du travail, notamment l'économie sociale et solidaire (ESS), le recrutement équitable, le salaire minimum, etc.

L'UA a fait des progrès significatifs dans la promotion de la justice sociale et des opportunités d'emploi à travers le

continent grâce à l'adoption des stratégies, qui sont toutes des résultats clés du Plan opérationnel conjoint UA-OIT qui s'appuie sur l'Agenda 2063 de l'UA et la Déclaration d'Abidjan de l'OIT.

L'écosystème de l'ESS, fondé sur les principes fondamentaux de la justice sociale, a été au centre des efforts de l'UA. Il promeut une distribution équitable des ressources, l'égalité, et donne une voix et un pouvoir aux personnes défavorisées. Les coopératives, élément clé de l'ESS, créent des emplois et des opportunités de revenus, soutiennent le développement des compétences, encouragent l'action collective, améliorent l'accès aux marchés et contribuent à la durabilité de l'environnement.

L'engagement de l'UA en faveur de l'ESS a été souligné lors de la cinquième session ordinaire du comité technique spécialisé sur le développement social, le travail et l'emploi (STC-SDLE-5).

Le thème de la session, « Promouvoir les écosystèmes de l'économie sociale et solidaire », résonne avec la mission de l'UA. L'élaboration de la Stratégie décennale de l'économie sociale et solidaire de l'UA et de son plan de mise en œuvre (2023-2032) constitue une étape importante dans le renforcement de l'ESS en Afrique.

S'exprimant lors de la réunion du Comité technique



e spécialisé de l'Union africaine, le Sous-Directeur général de l'OIT et Directeur régional pour l'Afrique Directeur général adjoint de l'OIT et Directeur régional pour l'Afrique, Fanfan Rwanyindo, a déclaré que « 23 pays et 34 organisations de partenaires sociaux à travers l'Afrique font partie de la Coalition mondiale pour la justice sociale » et a exhorté tous les autres à suivre le mouvement.

« Les sujets à l'ordre du jour de ce CTS soulignent un message : notre quête pour faire progresser la justice sociale en Afrique ! C'est précisément la mission de la Coalition mondiale pour la justice sociale. Ensemble, nous pouvons construire un avenir où la justice sociale n'est pas seulement une aspiration mais une réalité vécue par tous », a souligné le directeur régional.

La CUA et l'OIT aideront les États membres de l'UA à

élaborer un mécanisme de financement durable comprenant des sources nationales et externes.

L'UA et l'OIT ont également collaboré à la stratégie de recrutement équitable et éthique pour l'Afrique. Cette stratégie fait partie du Programme conjoint sur les migrations de main-d'œuvre (JLMP), qui a soutenu l'élaboration de lignes directrices continentales, de systèmes de gestion de l'information sur le marché du travail et les migrations de main-d'œuvre, et de politiques nationales sur les migrations de main-d'œuvre dans toute l'Afrique.

Le représentant du bureau de l'Union africaine à Genève a présenté des mises à jour des activités accomplies et planifiées liées à l'OIT à Genève, notamment des activités relatives à l'emploi des jeunes, aux normes internationales du travail, au travail et à l'emploi.

ESPACE membres

Tanzanie

L'ATE et la SFI lancent le programme Ajira Sawa

Le jeudi 12 septembre 2024, l'Association des employeurs de Tanzanie (ATE), en partenariat avec la Société financière internationale (SFI), a lancé le programme Ajira Sawa à l'hôtel Johari Rotana, à Dar es Salaam.

L'invitée principale était la ministre du développement communautaire, de l'égalité des sexes, des femmes et des groupes spéciaux, Mme Dorothy Gwajima (députée). Dans son discours, elle a apprécié le fait que le programme arrive au bon moment et qu'il s'aligne sur les efforts du gouvernement pour combler les écarts entre les sexes et promouvoir l'autonomisation économique des femmes. La ministre a ajouté que le programme accélérera l'inclusion d'un plus grand nombre de femmes dans le secteur privé et améliorera l'accès des femmes aux ressources productives.

Mme Suzanne Ndomba-Doran, PDG de l'ATE, a déclaré dans son allocution que le partenariat et l'engagement en faveur de l'égalité des sexes dans le secteur privé étaient louables et essentiels pour favoriser la croissance durable et l'innovation dans divers secteurs. Elle a également mis l'accent sur le programme Female Future, qui est l'une des initiatives visant à promouvoir les femmes à des postes de direction sur le lieu de travail.

Martine Valcin, directrice nationale de la SFI pour la Tanzanie, a déclaré que l'engagement ferme des partenaires des secteurs public et privé en Tanzanie contribuera à assurer le succès du programme en fournissant des résultats tangibles aux femmes dans les entreprises et en soutenant le développement social et économique au sens large.



Le programme Ajira Sawa a déjà établi un partenariat avec 20 grandes entreprises tanzaniennes engagées pour aider à mettre en œuvre des plans d'action visant à réduire les écarts entre les hommes et les femmes en matière de leadership, d'emploi et d'entrepreneuriat. Le programme encouragera les meilleures pratiques en matière de recrutement, de rétention et de promotion des femmes et favorisera l'accès des femmes entrepreneurs au financement et aux marchés dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises.

Une table ronde sur le rôle du secteur privé dans le déblocage des

La question de l'égalité des chances pour les femmes et les hommes a été discutée par des représentants de BOT, NMB Bank, Said Salim Bakhresa & Co. Ltd, GGML et de la SFI.

Les autres intervenants étaient la directrice régionale de la SFI pour l'Afrique orientale et australe - Mary Porter Peschka, la responsable de la coopération, Affaires mondiales Canada - Carol Mundle, la responsable de l'égalité des sexes de la SFI en Tanzanie - Anna Mushi et la directrice régionale de la SFI - Paula Leynes Felipe.

Nigéria

La NECA va former des jeunes aux technologies de l'information et de la communication



Le directeur général de l'Association consultative des employeurs du Nigeria (NECA), M. Adewale-Smatt Oyerinde, a déclaré que l'Académie TIC de la NECA est prête à former 35 stagiaires aux technologies de l'information et de l'informatique.

Il a révélé cette information lors de la cérémonie d'intronisation qui s'est tenue à Lagos.

Il a souligné que le chômage des jeunes était un défi important et que des stratégies d'autonomisation des jeunes étaient nécessaires pour répondre à l'offre et à la demande de main-d'œuvre.

Il a déclaré qu'en réponse à ces défis, la NECA, en collaboration avec le Fonds de formation industrielle et diverses organisations participantes, avait créé le NECA ICT Academy.

Selon le patron de la NECA, depuis sa création, l'académie a fourni une formation gratuite et intensive aux TIC à environ 200 jeunes, couvrant des domaines tels que le marketing numérique, la conception graphique et les compétences non techniques telles que l'éthique du travail et la communication.

« Ce programme vise à doter les jeunes Nigériens des compétences essentielles nécessaires à l'auto-emploi et à la création de richesses, tout en leur fournissant des certifications mondialement reconnues dans le domaine de l'informatique et de l'Internet », a-t-il déclaré.

M. Oyerinde a encouragé les nouveaux stagiaires à tirer parti de cette opportunité pour améliorer leur employabilité et contribuer à la croissance économique.

Le siège

Waajiri House,

Rue Argwings Kodhek

B.P 48311-00100

Nairobi, Kenya

Télé : +2540709827101/102

E-Mail : info@businessafrica-employers.org

Web : www.businessafrica-employers.org